

# Développement économique et Covid-19 : et si l'Afrique choisissait la croissance pro-pauvre ?

Nestor ODJOUMANI\*

Le monde entier fait face à la crise du Covid-19 depuis novembre 2019. L'Afrique a enregistré son premier cas en février 2020 et depuis, le continent subit cette crise de plein-fouet. Du fait de cette situation, les pays supportent plusieurs chocs externes - notamment épidémiologique et économique - qui s'accroissent mutuellement, occasionnant des effets adverses sur les secteurs vitaux et économiques des pays. Dans la plupart des Etats africains, les systèmes de santé sont mis à rude épreuve spécialement par le manque de personnel médical, les systèmes éducatifs sont à l'arrêt en raison de l'inexistence de dispositifs éducatifs à distance. De plus, des millions de personnes entrent en chômage en raison de la précarité de leurs activités et du taux élevé de l'informel – environ 80% des emplois non agricoles sont exécutés dans les secteurs d'activités non enregistrés –. L'informel contribue en effet à environ 55%<sup>1</sup> du Produit Intérieur Brut (PIB) cumulé de l'Afrique subsaharienne. Le choc économique pourrait avoir beaucoup plus d'impact que le choc sanitaire. Il est important que les pays africains envisagent un modèle de développement pro-pauvre en raison et en fonction de leur vulnérabilité structurelle, afin de se protéger contre de pareilles circonstances à l'avenir.

## I- Conséquences des chocs épidémiologique et économiques

Les chocs liés à la pandémie du Covid-19 suscitent plusieurs interrogations. Le choc épidémiologique est relatif à la propagation du virus dont la disparité est évidente entre les pays. Bien que l'interrogation des spécialistes et responsables sanitaires soit focalisée sur la comparaison des tendances de contamination entre le continent et l'occident, les inquiétudes face aux dispositifs et politiques sanitaires montent mais les avis sont divergents quant aux conséquences de la pandémie. D'un côté, certains tablent sur des conséquences dramatiquement plus élevées que nulle part ailleurs en raison de la vétusté des équipements sanitaires, de la quasi-absence de politiques préventives, de l'accès limité aux traitements et/ou encore de la faible confiance des populations aux consignes des autorités sanitaires et gouvernementales. En Afrique subsaharienne, le nombre de médecins pour 10.000 habitants est par exemple de 11 pour le Rwanda ou de 15 pour l'Ouganda contre 71 et 181 respectivement pour

\* Docteur en Economie, Assistant de recherche et d'enseignement, Université Paris Nanterre, Chercheur associé au CiAAF.

<sup>1</sup> Perspectives économiques en Afrique 2014, [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org).

l'Autriche et la Norvège en 2017<sup>2</sup>. Le taux d'accès aux soins de santé de base reste parmi les plus faibles au monde et certains pays ne disposent pas encore de laboratoires biologiques répondant aux standards internationaux. Pourtant, dans la déclaration d'Abuja en 2001, les chefs d'Etats et de Gouvernement se sont engagés à consacrer 15% de leur budget annuel aux financements de la santé<sup>3</sup>.

D'un autre côté, d'autres prévoient des effets beaucoup plus atténués en raison de l'immunité générale due à la jeunesse de la population, de la prétendue fragilité du virus à la chaleur, de l'usage de plusieurs molécules – anti paludéen, anti-rougeole, anti-ébola – qui figurent parmi les traitements en expérimentations contre le virus sur d'autres continents. Ce deuxième argument est conforté par les évidences liées aux pathologies récurrentes sur le continent. En effet, comme l'indique le Rapport 2019 sur le paludisme dans le monde, le taux de mortalité due au paludisme est de 94% dans le monde et 67% en Afrique, tandis que les experts indiquent que la mortalité liée au coronavirus est d'environ 2% dans le monde.

Le choc économique quant à lui risque d'être drastique pour la plupart des pays africains. Il sera plus accentué pour ceux d'entre eux qui exportent des matières premières et/ou du pétrole dont les prix se sont sévèrement effondrés par la récession engendrée par la pandémie. Dans les pays à forts investissements directs étrangers (IDE), ceux dépendants des transferts considérables des migrants et/ou encore ceux dépendants du tourisme, plusieurs secteurs seront négativement affectés du fait que les pays d'origine de ces fonds subissent de pleins fouets les ravages provoqués par un arrêt – non anticipé – presque total de l'activité économique.

De plus, le niveau de l'informel étant fortement élevé dans la plupart des pays, – plus de 80% en Afrique subsaharienne –, une frange non négligeable de la population se retrouvera dans une précarité extrême et plusieurs millions d'emplois pourraient disparaître en un temps record. Il s'en suivra dans certains pays importateurs nets de produits de consommation de base, des crises alimentaires provenant d'une baisse des importations conjuguée avec l'arrêt et/ou le ralentissement de la production locale. Dans les pays à très faibles revenus et dans ceux à forte pauvreté monétaire, les effets directs des chocs économiques peuvent aller au-delà de toutes autres conséquences notamment celles épidémiologiques,

---

<sup>2</sup> Calcul de l'auteur sur la base des statistiques du World Development Indicators (Indicateurs de Développement Mondial : voir <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>).

<sup>3</sup> Note d'information de la Réunion du Comité d'Experts sur la 4<sup>ème</sup> Réunion conjointe Annuelle Conférence de l'UA des Ministres de l'Economie et des Finances et Conférence de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) des Ministres africains des Finances, du Plan et du Développement économique. ([https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CoM/cfm2011/com2011\\_informationnote10years-after-theabujacommitment\\_fr.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CoM/cfm2011/com2011_informationnote10years-after-theabujacommitment_fr.pdf)).

avec un taux élevé de mortalité due à la quasi-absence de protection sociale puis à la lutte pour la survie de la plus grande partie de la population spécialement les jeunes et les femmes. La disparition de certaines entreprises, précisément les très petites financées par les établissements de microfinance ; ces établissements financiers dont la majorité des clients exercent une activité du secteur non enregistré – secteur informel – touchés directement par la crise actuelle. Les prévisions économiques pour 2020 ont toutes été revues à la baisse depuis l'ampleur des premiers dégâts socio-économiques dus au covid-19 en février 2020. Le taux de croissance du continent africain qui a atteint 2.4% en 2019 devrait passer la barre de deux pourcents en deçà de zéro, s'établissant entre -2.1 et -5.1% en 2020, score historique qui provoquerait une récession sans précédent depuis plus d'un quart de siècle<sup>4</sup>.

Les chocs épidémiologique et économique sont sujets à une interaction mutuelle. En effet, face à l'insuffisance de moyens pour combattre l'épidémie et à la vétusté du système sanitaire des pays africains, il s'en suivra une baisse considérable du niveau de l'activité économique qui va occasionner une récession à court terme et dans certains pays, un ralentissement à moyen voire long terme. Pour les pays à très faibles revenus et les Etats fragiles, l'interaction des deux types de chocs pourrait renforcer la précarité et, dans une certaine mesure favoriser la propagation du virus. Ces conséquences néfastes pourraient aggraver les conditions de vie des populations et accroître les inégalités.

Pour contrer les effets collatéraux, les pays pourraient changer de stratégie de développement en promouvant entre autres, les secteurs à forte croissance et pourvoyeurs d'emplois.

## II- Réorienter le développement économique : promouvoir la croissance pro-pauvre

La croissance pro-pauvre consiste entre autres, à accroître le revenu national et à le répartir de façon que les pauvres bénéficient significativement de la croissance enregistrée. La plupart des définitions de la croissance pro-pauvre s'accordent sur le fait que, les fruits de la croissance soient massivement investis en faveur des pauvres<sup>5</sup>.

La croissance pro-pauvre se présente sous deux approches : relative et absolue. La croissance est qualifiée de pro-pauvre relative lorsqu'elle engendre une réduction de l'inégalité des revenus entre individus pauvres et individus non pauvres et ce, en faveur des pauvres (White et Anderson, 2001 ; Klasen,

---

<sup>4</sup> <https://www.worldbank.org/en/region/afr/>.

<sup>5</sup> Voir Humberto Lopez, « Pro-Poor Growth: A Review of What We Know (and of What We Don't) », Working paper, Washington, World Bank, 2004.

2004)<sup>6</sup>. Par exemple, une politique économique pro-pauvre impactera positivement les plus pauvres contrairement à une politique de croissance qui risque d'aboutir à un lissage des revenus des individus<sup>7</sup>. La croissance est dite pro-pauvre "absolue" lorsqu'elle concourt à une réduction significative de l'incidence de la pauvreté (voir Ravallion et Chen, 2003 et Kraay, 2006)<sup>8</sup>. Cette deuxième approche est en ligne avec le premier Objectif du Développement Durable (ODD) " ODD1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde d'ici 2030" adopté par l'Organisation des Nations Unies en septembre 2015<sup>9</sup>. Les deux approches font objet de critique : la croissance pro-pauvre relative peut être peu efficace du fait qu'une politique visant la réduction des inégalités de revenus risque d'être sous-optimale ; la croissance pro-pauvre absolue quant à elle, peut être victime des stratégies d'interventions de l'Etat du fait que, l'Etat pourrait privilégier la réduction de la pauvreté au détriment de la croissance économique<sup>10</sup>. L'application de façon indépendante des deux types d'approches fragilisent dans certains contextes, les effets de la croissance pro-pauvre. Pour y remédier, Osmani et al. (2005)<sup>11</sup> proposent la fusion des deux approches, favorisant ainsi, de probables interactions entre croissance, inégalité et pauvreté.

Avant de revenir sur la croissance pro-pauvre, il importe de comprendre en bref, les racines des conséquences des chocs précédemment énumérés. Les deux types de chocs liés à la pandémie sont totalement exogènes aux économies africaines. Leurs conséquences sont inévitables à ces pays ; pourtant ils n'en sont ni de près ni de loin responsables. Toutefois, il est possible que l'Afrique réponde efficacement à ces types de chocs en réadaptant son modèle de développement sous certaines conditions. L'origine principale de la récession mondiale est la baisse drastique des prix des matières premières dont les pays africains sont les exportateurs nets majeurs. Par exemple, des six principales puissances africaines que sont le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et l'Angola, représentant à elles seules

---

<sup>6</sup> White Howard and Anderson Edward, « Growth versus distribution: does the pattern of growth matter? » *Development Policy Review*, 19(3), 2001, pp. 267–289.

<sup>7</sup> Kakwani Nanak and Son Hyun, « Pro-poor growth and poverty reduction: the asian experience », The Poverty Center, Office of Executive Secretary, ESCAP, Bangkok, 2002.

<sup>8</sup> Ravallion Martin, Chen Shaohua, « Measuring pro-poor growth » *Economics Letters*, Volume 78, Issue 1, January 2003, pp. 93-99.

<sup>9</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

<sup>10</sup> Dorothée Boccafuso, Caroline Ménard, « La croissance pro-pauvre : un aperçu exhaustif de la boîte à outils », *Cahier de recherche / Working Paper*, CREDI, Université de Sherbrooke, 2009.

<sup>11</sup> Osmani Siddiq, « Defining Pro-Poor Growth », Washington, One Pager 9, 2005, International Poverty Center, United Nations Development Program.

environ 65%<sup>12</sup> du PIB du continent, trois – le Nigéria, l'Algérie, l'Angola - se retrouvent en première ligne de l'exportation du pétrole. D'autres Etats importateurs nets de pétrole connaîtront une forte baisse de leurs exportations bien qu'ayant l'opportunité de s'approvisionner à moindre coût en pétrole. Ceci se produit du fait qu'en dehors du pétrole – moins cher à court terme – la valeur des importations est élevée et la production locale reste faible et non compétitive en raison de la crise ou de la détérioration des termes de l'échange. De plus, la plupart des entreprises, loin d'apporter une "véritable" valeur ajoutée, sont spécialisées dans des importations de produits finis fabriqués hors du continent et des exportations de produits de base vendus hors du marché régional. Certains pays peuvent dans ce cas craindre la dévaluation de leur monnaie.

Répondre efficacement à la crise actuelle nécessite une grande responsabilité et de la croissance pro-pauvre relative, de la part des pays africains. La logique de la croissance pro-pauvre relative veut que les pauvres bénéficient plus du fruit de la croissance. Face aux chocs que traverse l'ensemble des pays, la solidarité et la coordination mise en place doivent inspirer les gouvernants à élaborer des politiques structurelles pour renforcer les secteurs de production, ce qui contraindrait plusieurs activités du secteur non enregistré – secteur informel – à la régularisation et à l'accroissement des recettes fiscales.

Les aides extérieures sont indispensables pour la situation actuelle mais la finalité des annulations envisagées par les pays occidentaux, les membres du G20 et la Chine, bien qu'elles constituent de bonnes nouvelles pour les économies en développement, en particulier celles d'Afrique, restent l'élément majeur des futures politiques économiques. Il serait bénéfique aux pays d'Afrique subsaharienne de bien orienter une partie des fonds issus des annulations des dettes - notamment l'équivalent des ressources consacrées au service de la dette "annulée" - en visant les secteurs qui touchent la grande part de la population. Pour les pays à très faible revenu, il pourrait être efficace de renforcer les secteurs de microcrédits aux plus pauvres en intégrant beaucoup plus de jeunes et de femmes entrepreneurs avec des enveloppes financières consistantes, en renforçant la capacité des acteurs tout au long des projets ou encore en définissant une garantie de l'Etat pour des prêts auprès des banques et établissements financiers lorsqu'il s'agit des investissements à forts potentiels d'emplois. A moyen et long terme, ces interventions peuvent aller aussi dans le sens de la formation-emplois, ce qui reviendra à renforcer les formations entrepreneuriales. Une autre amélioration des revenus peut se créer en portant un intérêt particulier aux agriculteurs, en les formant, en les finançant et/ou en les suivant pour la production des

---

<sup>12</sup> Calcul de l'auteur sur la base des statistiques du World Development Indicators (Indicateurs de Développement Mondial : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>) et du World Economic Outlook (<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2020/01/weodata/index.aspx>).

biens demandés localement et dans la sous-région. L'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation de ces mesures devraient se faire dans un cadre institutionnel impliquant de façon représentative les forces vives de la nation – gouvernement, opposition, société civile, chercheurs, patronat, syndicats, jeunesse, femmes – pour une efficacité effective dans un temps record mais surtout dans une perspective durable. Ces mesures renforceraient la formalisation des activités, l'augmentation des recettes et par conséquent la résilience des Etats.

## Références bibliographiques

### Articles

Boccafuso Dorothée, Ménard Caroline, « La croissance pro-pauvre : un aperçu exhaustif de la boîte à outils », *Cahier de recherche / Working Paper*, CREDI, Université de Sherbrooke, 2009.

Boccafuso Dorothée, Missinhoun Rodolphe, et Savard Luc, « Réformes économiques et croissance pro-pauvre : une application macro-micro aux Philippines » *Recherche économique de Louvain*, De Boeck Université, Volume 76 (3), 2010, pp. 257 – 288.

Kakwani Nanak and Son Hyun, « Pro-poor growth and poverty reduction: the asian experience ». *The Poverty Center*, Office of Executive Secretary, *ESCAP*, 2002, Bangkok.

Klasen Stephane, « In search of the holy grail: how to achieve pro-poor growth? » *Toward pro poor policies-aid*, Institutions, and globalization, 2004, pp. 63–94.

Kraay Aart, « When is growth pro-poor? evidence from a panel of countries ». *Journal of development economics*, 80(1), 2004, pp. 198–227.

Lopez Humberto, « Pro-Poor Growth: A Review of What We Know (and of What We Don't) » *Working paper*, 2004, World Bank, Washington.

Osmani Siddiq, « Defining Pro-Poor Growth », Washington, *One Paper 9*, 2005, International Poverty Center, United Nations Development Program.

Ravallion Martin, Chen Shaohua, « Measuring pro-poor growth » *Economics Letters*, Volume 78, Issue I, January 2003, pp. 93-99.

White Howard and Anderson Edward, « Growth versus distribution: does the pattern of growth matter? » *Development Policy Review*, 19(3), 2001, pp. 267–289.

### Rapports

Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2020*, BAD, Abidjan, 2020.

Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2019*, BAD, Abidjan, 2019.

Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2014*, BAD, Abidjan, 2014.

Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2010*, BAD, Abidjan, 2010.

Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2009*, BAD, Abidjan, 2009.

Commission Economique pour l'Afrique - Union Africaine, « Note d'information : 10 ans après « l'engagement d'abuja » d'allouer 15% des budgets nationaux à la santé, Commission Economique pour

l'Afrique et Commission de l'Union Africaine », E/ECA/COE/30/22 AU/CAMEF/EXP/22(V), 11 février 2011.

Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, *Rapport Economique sur l'Afrique 2019: Le défi du déficit du financement de l'Afrique. Commission économique pour l'Afrique*, Addis Abeba 2019.

Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, *Rapport Economique sur l'Afrique 2010: Promouvoir une Croissance Forte et Durable pour Réduire le Chômage en Afrique : Vue d'Ensemble*. 2010, Addis Abeba.

Organisation mondiale de la santé, *Rapport sur le paludisme dans le monde 2019*, OMS, Genève, 2019.

### Webographie

Site de données statistiques de l'OMS: <https://www.who.int/gho/fr/>.

Site du world development indicators: <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

United Nations : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>.

WorldEconomicOutlook:<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2020/01/weodata/index.aspx>